

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1924.

Projet de loi portant approbation des projets de Convention adoptés par la Conférence Internationale du Travail tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Conférence Internationale du Travail, qui constitue un rouage de la Société des Nations, s'est réunie à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919; elle avait pour but de proposer, dans un esprit de progrès et de justice sociale, des solutions internationales pour les problèmes du travail. La Conférence a adopté des projets de Convention.

La question s'est posée de savoir si, au point de vue constitutionnel, les projets adoptés pouvaient être considérés comme équivalant à des Conventions signées suivant la procédure traditionnelle. Bien que les Conventions élaborées ou à élaborer par la Conférence du Travail dans les conditions indiquées à la partie XIII du Traité de Versailles ne soient que des projets, en ce sens que leur adoption ne comporte qu'une majorité des deux tiers des délégués et que ces délégués comprennent, non seulement des représentants des Gouvernements, mais également des représentants des patrons et des ouvriers, il est à remarquer cependant que les Conventions de Washington ont été en fait approuvées par les représentants du Gouvernement du Roi en même temps qu'elles l'ont été par les représentants des patrons et des ouvriers. Pour autant que de besoin, la volonté royale de conclure les Conventions dont il s'agit eût pu être considérée comme découlant également implicitement de l'arrêté à prendre par Sa Majesté et chargeant les Ministres compétents de soumettre au vote du Pouvoir législatif le projet de loi portant approbation des Conventions. Quoi qu'il en soit, tout scrupule d'ordre constitutionnel que l'on pouvait avoir à cet égard doit disparaître en présence de la procédure qui vient d'être adoptée par le Gouvernement belge, d'accord avec le Gouvernement français dont l'attention s'était également portée sur cette question.

H

Un instrument diplomatique destiné à donner effet aux projets de Convention a été signé à Paris le 24 janvier 1921 par des plénipotentiaires dûment nommés. Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation les Conventions ainsi régularisées et qui sont au nombre de six (Annexes A à F); elles concernent respectivement :

La limitation de la durée du travail des adultes à huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine;

L'âge d'admission des enfants au travail industriel;

Le travail de nuit des enfants;

Le travail de nuit des femmes ;

Le travail des femmes avant et après leurs couches ;

Le chômage et le placement.

Il n'existe pas en Belgique de loi d'application générale limitant la durée du travail des adultes. La seule loi sur la matière qui ait été votée dans notre pays, celle du 31 décembre 1909, concerne exclusivement les ouvriers occupés dans les travaux souterrains des mines de houille. Le projet de loi déposé au cours de la séance du 26 mars dernier, qui a pour objet d'instituer la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, tend à combler cette lacune. Comme le fait remarquer l'exposé des motifs de ce projet, celui-ci tient compte des stipulations du projet de Convention correspondant élaboré à Washington. Il nous paraît inutile de revenir sur ce point.

Les projets de Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail industriel, le travail de nuit des enfants, le travail de nuit des femmes, l'emploi des femmes au travail avant et après leurs couches, se rapportent à des matières déjà réglées par notre loi sur le travail des femmes et des enfants. Les principales divergences entre cette loi et les projets de Convention dont il s'agit sont les suivantes :

Pour ce qui est de l'admission des enfants au travail industriel, le projet de convention fixe le minimum d'âge à 14 ans *sans aucune exception*, alors que l'article 3, alinéa 2, de notre loi sur le travail des femmes et des enfants abaisse ce minimum à 13 ans pour les enfants porteurs d'un certificat d'études délivré en conformité de la loi sur l'instruction obligatoire.

En ce qui concerne le travail de nuit, il y a actuellement, en principe, interdiction d'employer les enfants et les adolescents jusqu'à l'âge de 16 ans. D'après le projet de Convention, cette limite serait portée à 18 ans. En outre, les adolescents ne pourraient être occupés la nuit à des travaux qui ne peuvent être interrompus qu'à partir de 16 ans au lieu de 14 ans. Les industries qui comportent des travaux de ce genre, sont d'ailleurs, dans le projet de Convention, énumérées limitativement. Serait également portée de 14 ans à 16 ans, la limite à partir de laquelle les adolescents peuvent travailler la nuit en cas de force majeure ou dans des circonstances exceptionnelles.

Pour ce qui regarde le travail de nuit des femmes, le projet de Convention adopté à Washington n'est, somme toute, que la confirmation de la Convention internationale de Berne ratifiée par la Belgique, le 20 juin 1908.

La réglementation prévue par la Convention de Berne a été introduite dans notre législation par la loi du 10 août 1914 et incorporée dans la loi sur le travail des femmes et des enfants par l'arrêté de coordination du 28 février 1919.

Il n'est donc pas question ici d'imposer de nouvelles restrictions.

Par contre, le projet de Convention relatif à l'emploi des femmes au travail avant et après leurs couches contient une série d'innovations.

Actuellement, notre loi sur le travail des femmes et des enfants ne comprend à ce sujet qu'une seule disposition conçue en ces termes :

« Art. 5. — Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. »

Suivant le projet de Convention élaboré à Washington, la période énoncée dans ce texte devrait être portée à six semaines. D'autre part, il y aurait lieu de compléter notre loi de la manière suivante :

1° La femme aurait le droit de quitter son travail sur production d'un certificat médical portant que ses couches se produiront probablement dans un délai de six semaines;

2° Pendant toute la durée du chômage imposé ou prévu par le projet de Convention, la femme recevrait une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant; elle aurait droit, en outre, aux soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme;

3° Si la femme allaite son enfant, l'employeur devrait lui accorder deux repos d'une demi-heure;

4° L'employeur ne pourrait, durant un certain délai, signifier congé à la femme qui s'absente de son travail pendant le temps prévu par le projet de Convention ou qui en demeure éloignée pendant une période plus longue à la suite d'une maladie résultant de sa grossesse ou de ses couches.

Cette réglementation s'appliquerait aux exploitations commerciales au même titre qu'aux entreprises industrielles.

Au sixième et dernier projet de Convention élaboré à Washington, celui qui concerne le chômage et le placement, ne correspond, dans notre pays, aucune loi organique quelconque. La seule mesure législative que nous ayons prise à cet égard consiste, jusqu'à présent, dans le vote annuel d'un crédit qui permet au Gouvernement d'encourager les caisses de prévoyance et secours créées en faveur des victimes du chômage involontaire et les institutions ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs.

Le projet de Convention soumis à la Chambre prévoit les mesures suivantes :

1° Chaque État adhérent communiquera périodiquement au Bureau International du Travail des informations concernant le chômage ainsi que les moyens mis en œuvre en vue d'y parer;

2° Il établira des bureaux publics de placement gratuit avec comités paritaires; les bureaux publics et privés seront coordonnés sur un plan national; le fonctionnement des diverses organisations nationales sera coordonné par le Bureau International du Travail;

3° Chaque État adhérent étendra aux travailleurs des autres États adhérents occupés sur le territoire le bénéfice de l'assurance contre le chômage qu'il aurait organisé.

Actuellement, voici quelle est, au point de vue placement, la situation de fait dans notre pays :

Des bourses de travail libres fondées avant la guerre, un grand nombre ont cessé d'exister. Par contre, depuis l'armistice, le Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement a organisé, dans les principaux centres industriels, une trentaine de bourses officielles, qui, déjà, rendent de grands services. Pour satisfaire à la Convention de Washington, ces diverses institutions devront être coordonnées d'abord sur un plan national, ensuite avec les organisations similaires existant à l'étranger.

Quant à l'assurance contre le chômage, les caisses syndicales et les fonds communaux n'ont jamais fait de distinction entre les chômeurs belges et ceux qui appartiennent à une autre nationalité.

Les États représentés à la Conférence Internationale du Travail de Washington se décomposaient comme suit :

Europe. — Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie.

Amérique. — République Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Cuba, République Dominicaine, Équateur, Guatémala, Haïti, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Uruguay, Venezuela.

Asie. — Chine, Inde britannique, Japon, Perse, Siam.

Afrique. — Afrique du Sud.

Le défaut de ratification du Traité de Versailles par les États-Unis empêcha la participation officielle du Gouvernement américain. D'autre part, l'Allemagne et l'Autriche, autorisées, au dernier moment, à se faire représenter, renoncèrent à envoyer des délégués qui, apparemment, n'auraient pu arriver en temps utile.

En général, les pays participants avaient adjoint aux délégués gouvernementaux un délégué patronal et un délégué ouvrier. Tel était notamment le cas pour la délégation belge, dont nous ne préciserons pas ici la composition, celle-ci ayant été donnée déjà dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif à la journée de huit heures et à la semaine de quarante-huit heures.

Les divers projets de Convention reproduits en annexe furent adoptés à une très grande majorité.

Des modalités particulières y sont stipulées en faveur d'un certain nombre de pays en ce qui concerne :

1° La journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures (Grèce, Inde britannique, Japon, Roumanie);

2° L'âge d'admission des enfants au travail industriel (Inde britannique, Japon);

3° Le travail de nuit des enfants (id.). La période de repos de nuit pourra être diminuée dans les pays tropicaux;

4° Le travail de nuit des femmes (Inde britannique, Siam).

Le projet de Convention concernant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures ne s'applique ni à la Chine, ni à la Perse, ni au Siam; mais la limitation de la durée du travail des adultes dans ces pays sera examinée au cours d'une prochaine session de la Conférence générale.

La ratification des projets de Convention ci-annexés implique l'engagement de les mettre à exécution et de rendre leurs dispositions effectives dans un certain délai. Les membres de la Société des Nations qui ratifient les présentes Conventions s'engagent à les rendre applicables à celles de leurs colonies qui ne se gouvernent pas pleinement elles-mêmes, à la condition que ces Conventions ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales; des modifications peuvent être apportées aux Conventions en tenant compte des nécessités spéciales. Pour le projet relatif à la journée de huit heures et à la semaine de quarante-huit heures ainsi que pour le projet concernant le chômage et le placement, l'entrée en vigueur doit avoir lieu au plus tard le 1^{er} juillet 1921. Pour les autres projets, la limite est fixée au 1^{er} juillet 1922.

Le but du présent projet de loi est de ratifier les six projets de Convention en question.

Le premier de ces projets tend à introduire une réforme aussi importante qu'impatiemment désirée par la classe ouvrière; les autres ont pour objet d'étendre ou simplement de confirmer des lois ou des mesures administratives déjà appliquées dans notre pays. Les explications qu'on vient de lire, jointes à celles que renferme l'exposé des motifs du projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, permettent de conclure que les dispositions adoptées par la Conférence de Washington ne contiennent rien d'exorbitant ni d'exagéré et que leur exécution ne serait pas de nature à compromettre la bonne marche de nos industries. Comme, d'autre part, leur ratification par les nombreux États adhérents ne paraît pas douteuse, l'objection tirée des nécessités de la concurrence internationale vient à disparaître dans une large mesure. Dans ces conditions, nous avons la Conviction, Messieurs, que vous ne manquerez pas de réserver un accueil favorable au projet de loi portant approbation des projets de Convention dont il s'agit.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

ANNEXE A.

PROJET DE CONVENTION

tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'application du principe de la journée de huit heures, question formant le premier point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de Convention Internationale,

Adopte le projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au Travail du Traité de Versailles du 29 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour navigation intérieure, routes, tunnels, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus;
- d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée, ou voie d'eau, maritime ou intérieure, y compris la manutention de marchandises dans les docks, quais, wharfs, entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Les prescriptions relatives au transport par mer et par voie d'eau intérieure seront fixées par une Conférence spéciale sur le travail des marins et des mariniers.

Dans chaque pays l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ART. 2.

Dans tous les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres de la famille, la durée du travail du personnel ne pourra excéder huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine, sauf les exceptions prévues ci-après :

a) Les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables aux personnes occupant un poste de surveillance ou de direction ou un poste de confiance;

b) Lorsqu'en vertu d'une loi ou par suite de l'usage ou de conventions entre les organisations patronales et ouvrières (ou à défaut de telles organisations, entre les représentants des patrons et des ouvriers), la durée de travail d'un ou plusieurs jours de la semaine est inférieure à huit heures, un acte de l'autorité compétente ou une convention entre les organisations ou représentants sus-mentionnés des intéressés peut autoriser le dépassement de la limite des huit heures les autres jours de la semaine. Le dépassement prévu par le présent paragraphe ne pourra jamais excéder une heure par jour;

c) Lorsque les travaux s'effectuent par équipes, la durée du travail pourra être prolongée au delà des huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine, à la condition que la moyenne des heures de travail, calculée sur une période de trois semaines ou moins, ne dépasse pas huit par jour et quarante-huit par semaine.

ART. 3.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

ART. 4.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée dans les travaux dont le fonctionnement continu, doit, en raison même de la nature du travail, être assuré par des équipes successives, à la condition que les heures de travail n'excèdent pas cinquante-six par semaine en moyenne. Ce régime n'affectera pas les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs par les lois nationales en compensation de leur jour de repos hebdomadaire.

ART. 5.

Dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'article 2 seraient reconnues inapplicables, et dans ces cas seulement, les conventions entre organisations ouvrières et patronales pourront, si le Gouvernement, à qui elles devront être communiquées, transforme leurs stipulations en règlements, établir sur une plus longue période un tableau réglant la durée journalière du travail.

La durée moyenne du travail, calculée sur le nombre des semaines déterminées par le tableau, ne pourra en aucun cas excéder quarante-huit heures par semaine.

ART. 6.

Des règlements de l'autorité publique détermineront par industrie ou par profession :

a) Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou supplémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories de personnes dont le travail est spécialement intermittent ;

b) Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires.

Ces règlements doivent être pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, là où il en existe. Ils détermineront le nombre maximum d'heures supplémentaires qui peuvent être autorisées dans chaque cas. Le taux du salaire pour ces heures supplémentaires sera majoré d'au moins 25 % par rapport au salaire normal.

ART. 7.

Chaque Gouvernement communiquera au Bureau International du Travail :

a) Une liste des travaux classés comme ayant un fonctionnement nécessairement continu dans le sens de l'article 4 ;

b) Des renseignements complets sur la pratique des accords prévus à l'article 5 ;

c) Des renseignements complets sur les dispositions réglementaires prises en vertu de l'article 6 et leur application ;

Le Bureau International du Travail présentera chaque année un rapport à ce sujet à la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 8.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente Convention, chaque patron devra :

a) Faire connaître au moyen d'affiches apposées d'une manière apparente dans

son établissement ou en tout autre lieu convenable, ou selon tout autre mode approuvé par le Gouvernement, les heures auxquelles commence et finit le travail ou, si le travail s'effectue par équipes, les heures auxquelles commence et finit le tour de chaque équipe. Les heures sont fixées de façon à ne pas dépasser les limites prévues par la présente convention, et une fois notifiées, ne pourront être modifiées que selon le mode et la forme d'avis approuvés par le Gouvernement;

b) Faire connaître de la même façon, les repos accordés pendant la durée du travail et considérés comme ne faisant pas partie des heures du travail;

c) Inscrire sur un registre, selon le mode approuvé par la législation de chaque pays ou par un règlement de l'autorité compétente, toutes les heures supplémentaires effectuées en vertu des articles 3 et 6 de la présente Convention.

Sera considéré comme illégal, le fait d'employer une personne en dehors des heures fixées en vertu des paragraphes a), ou pendant les heures fixées en vertu du paragraphe b).

ART. 9.

L'application de la présente Convention au Japon comportera les modifications et conditions suivantes :

a) Seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

Les établissements énumérés au paragraphe a) de l'article premier;

Les établissements énumérés au paragraphe b) de l'article premier s'ils occupent au moins dix personnes;

Les établissements énumérés au paragraphe c) de l'article premier sous réserve que ces établissements sont compris dans la définition des « fabriques » donnée par l'autorité compétente;

Les établissements énumérés au paragraphe d) de l'article premier, sauf le transport de personnes ou de marchandises par route, la manutention des marchandises dans les docks, quais, ports et entrepôts ainsi que le transport à la main et sans égard au nombre des personnes occupées, ceux des établissements industriels énumérés aux paragraphes b) et c) de l'article premier, que l'autorité compétente pourrait déclarer très dangereux ou comportant des travaux insalubres.

b) La durée effective du travail de toute personne âgée d'au moins quinze ans, employée dans un établissement industriel, public ou privé, ou dans ses dépendances, ne dépassera pas cinquante-sept heures par semaine, sauf dans l'industrie de la soie grège, où la durée maximum de travail pourra être de soixante-huit heures par semaine.

c) La durée effective du travail ne pourra en aucun cas dépasser quarante-huit heures par semaine, ni pour les enfants de moins de quinze ans occupés dans les établissements industriels, publics et privés ou dans leurs dépendances ni pour les personnes occupées aux travaux souterrains dans les mines quel que soit leur âge.

d) La limitation des heures de travail peut être modifiée dans les conditions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente Convention, sans toutefois que le rapport entre la durée de la prolongation accordée et la durée de la semaine normale puisse être supérieur au rapport résultant des dispositions des dits articles.

e) Une période de repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives sera accordée à tous les travailleurs sans distinction de catégorie.

f) Les dispositions de la législation industrielle du Japon qui en limitent l'application aux établissements où sont employés au moins quinze personnes, seront modifiées de façon à ce que cette législation s'applique désormais aux établissements où sont employées au moins dix personnes.

g) Les dispositions des paragraphes ci-dessus du présent article entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1922; toutefois les dispositions contenues à l'article 4 telles qu'elles sont modifiées par le paragraphe d) du présent article, entreront en vigueur au plus tard au 1^{er} juillet 1923.

h) La limite de quinze ans prévue au paragraphe c) du présent article sera portée à seize ans au plus tard le 1^{er} juillet 1925.

ART. 10.

Dans l'Inde Britannique, le principe de la semaine de soixante heures sera adopté pour tous les travailleurs occupés dans les industries actuellement visées par la législation industrielle dont le Gouvernement de l'Inde assure l'application, ainsi que dans les mines et dans les catégories de travaux de chemins de fer qui seront énumérés à cet effet par l'autorité compétente. Cette autorité ne pourra autoriser des modifications à la limite ci-dessus mentionnée qu'en tenant compte des dispositions contenues dans les articles 6 et 7 de la présente Convention.

En ce qui concerne les autres prescriptions, la présente Convention ne s'appliquera pas à l'Inde, mais une limitation plus étroite des heures de travail, devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence Générale.

ART. 11.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront ni à la Chine, ni à la Perse, ni au Siam, mais la limitation de la durée de travail dans ces pays devra être examinée lors d'une prochaine session de la Conférence Générale.

ART. 12.

Pour l'application de la présente Convention à la Grèce, la date à laquelle ces dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être rapportée au 1^{er} juillet 1923, pour les établissements industriels ci-après :

1. Fabriques de sulfure de carbone.
2. Fabriques d'acides.

3. Vanneries.
4. Papeteries.
5. Imprimeries.
6. Scieries.
7. Entrepôts de tabac et établissements où se fait la préparation du tabac.
8. Travaux à ciel ouvert dans les mines.
9. Fonderies.
10. Fabriques de chaux.
11. Teintureries.
12. Verreries (souffleurs).
13. Usines à gaz (chauffeurs).
14. Chargement et déchargement de marchandises.

Et au plus tard au 1^{er} juillet 1924, pour les établissements industriels ci-après :

1. Industries mécaniques, construction de machines, fabrication de coffres-forts, balances, lits, pointes de plomb de chasse, fonderies de fer et de bronze, ferblanteries, ateliers d'étamage, fabriques d'appareils hydrauliques.

2. Industrie du bâtiment, fours à chaux, fabriques de ciment, de plâtre, tuileries, briqueteries et fabriques de dalles, poteries, scieries de marbre, travaux de terrassement et de construction.

3. Industries textiles, filatures et tissages de toutes sortes, sauf les teintureries.

4. Industries d'alimentation, minoteries, boulangeries, fabriques de pâtes alimentaires, fabriques de vins, d'alcools et de boissons, huileries, brasseries, fabriques de glace et d'eaux gazeuses, fabriques de réduits de confiserie et de chocolat, fabriques de saucisses et de conserves, abattoirs et boucheries.

5. Industries chimiques : fabriques de couleurs synthétiques, verreries (sauf souffleurs), fabriques d'essence de térébenthine et de tartre, fabriques d'oxygène et de produits pharmaceutiques, fabriques d'huile de lin, fabriques de glycérine, fabriques de carbure de calcium, usines à gaz (sauf les chauffeurs).

6. Industries du cuir : fabriques de chaussures, fabriques d'articles en cuir.

7. Industries du papier et de l'imprimerie, fabriques d'enveloppes, de registres, de boîtes, de sacs, ateliers de reliure, de lithographie et de zincographie.

8. Industries du vêtement, ateliers de couture et de lingerie, ateliers de pressage, fabriques de couvertures de lits, de fleurs artificielles, de plumes et de passementeries, fabriques de chapeaux ou de parapluies.

9. Industries du bois : menuiserie, tonnellerie, charronnerie, fabriques de meubles et de chaises, ateliers d'encadrement, fabriques de brosse et de balais.

10. Industries électriques : usines de production du courant, ateliers d'installations électriques.

11. Travaux par terre : employés de chemins de fer et de tramways, chauffeurs, cochers et charretiers.

ART. 13.

Pour l'application de la présente Convention à la Roumanie, la date à laquelle ses dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être portée au 1^{er} juillet 1924.

ART. 14.

Les dispositions de la présente Convention peuvent être suspendues dans tout le pays par ordre du Gouvernement en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale.

ART. 15.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 16.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

- a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;
- b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celles-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 17.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 18.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations, elle ne liera que

les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 19.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1921, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 20.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétariat Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 21.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ART. 22.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE B.

PROJET DE CONVENTION

fixant l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels.

La Conférence Générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'emploi des enfants : âge d'admission au travail », question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation ; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;
- d) Le transport de personnes ou de marchandises, par route, voie ferrée, ou voie d'eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs, ou entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ART. 2.

Les enfants de moins de quatorze ans ne peuvent être employés ou travailler dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres de la même famille.

ART. 3.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas au travail des enfants dans les écoles professionnelles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

ART. 4.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la

présente Convention, tout chef d'établissement industriel devra tenir un registre d'inscription de toutes les personnes de moins de seize ans employées par lui avec l'indication de la date de leur naissance.

ART. 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, les modifications ci-après à l'article 2 sont autorisées :

- a) Les enfants de plus de douze ans pourront être admis au travail, s'ils ont achevé leur instruction primaire ;
- b) En ce qui concerne les enfants entre douze et quatorze ans déjà au travail, des dispositions transitoires pourront être adoptées.

La disposition de la loi japonaise actuelle qui admet les enfants de moins de douze ans à certains travaux faciles et légers sera rapportée.

ART. 6.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas à l'Inde, mais dans l'Inde, les enfants de moins de douze ans ne seront pas occupés :

- a) Dans les manufactures employant la force motrice et occupant plus de dix personnes ;
- b) Dans les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- c) Dans le transport de passagers, ou de marchandises, les services postaux, par voie ferrée, et dans la manipulation des marchandises dans les docks, quais et wharfs, à l'exception du transport à la main.

ART. 7.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les modifications prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 8.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

- a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;
- b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau international du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 9.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

ART. 10.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 11.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 12.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 13.

Le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ART. 14.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE C.

PROJET DE CONVENTION**concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.**

La Conférence Générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'emploi des enfants pendant la nuit », question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Ayant résolu que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de Convention ci-après à ratifier par les membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation ; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;
- d) Le transport de personnes ou de marchandises par routes, voies ferrées, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ART. 2.

Il est interdit d'employer pendant la nuit les enfants de moins de dix-huit ans dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, sauf dans les cas prévus ci-après.

L'interdiction du travail de nuit ne s'appliquera pas aux enfants au dessus de seize ans qui sont employés dans les industries énumérées ci-après à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit :

a) Usines de fer et d'acier; travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage).

b) Verreries.

c) Papeteries.

d) Sucreries où l'on traite le sucre brut.

e) Réduction du minerai d'or.

ART. 3.

Pour l'application de la présente Convention le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Dans les mines de charbon et de lignite, une dérogation pourra être prévue en ce qui concerne la période de repos visée au paragraphe précédent, lorsque l'intervalle entre les deux périodes de travail comporte ordinairement quinze heures, mais jamais lorsque cet intervalle comporte moins de treize heures.

Lorsque la législation du pays interdit le travail de nuit à tout le personnel dans la boulangerie, on pourra substituer, dans cette industrie, la période comprise entre neuf heures du soir et quatre heures du matin, à la période de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Dans les pays tropicaux, où le travail est suspendu pendant un certain temps au milieu de la journée, la période de repos de nuit pourra être inférieure à onze heures pourvu qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

ART. 4.

Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas au travail de nuit des enfants âgés de seize à dix-huit ans lorsqu'un cas de force majeure qui ne pouvait être prévu ou empêché, et qui ne présente pas un caractère périodique, met obstacle au fonctionnement normal d'un établissement industriel.

ART. 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, jusqu'au 1^{er} juillet 1925, l'article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de quinze ans, et, à partir de la date susmentionnée, le dit article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de seize ans.

ART. 6.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention à l'Inde, le terme « établissements industriels » comprendra seulement les « fabriques » définies comme telles dans la « loi des fabriques » de l'Inde (*Indian factory act*) et l'article 2 ne s'appliquera pas aux enfants du sexe masculin âgés de plus de quatorze ans.

ART. 7.

Dans les circonstances particulièrement graves et lorsque l'intérêt public l'exigera, l'interdiction du travail de nuit pourra être suspendue par une décision de l'autorité publique en ce qui concerne les enfants âgés de seize à dix-huit ans.

ART. 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 9.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la présente Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau international du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 10.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'organisation internationale du Travail.

ART. 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne liera que

les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 12.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 13.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétariat général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 14.

Le Conseil d'administration du Bureau international devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ART. 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE D.

PROJET DE CONVENTION
concernant le travail de nuit des femmes.

La Conférence Générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'emploi des femmes pendant la nuit », question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels », notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation ; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité.
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ART. 2.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Dans les pays où aucun règlement public ne s'applique à l'emploi des femmes pendant la nuit dans les établissements industriels, le terme « nuit » pourra provisoirement, et pendant une période maximum de trois années, signifier, à la discrétion du Gouvernement, une période de dix heures seulement, laquelle comprendra l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

ART. 3.

Les femmes, sans distinction d'âge, ne pourront être employées pendant la nuit dans aucun établissement industriel public ou privé, ni dans aucune dépendance d'un de ces établissements, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

ART. 4.

L'article 3 ne sera pas appliqué :

a) En cas de *force majeure*, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

b) Dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

ART. 5.

Dans l'Inde et au Siam, l'application de l'article 3 de la présente Convention pourra être suspendue par le Gouvernement, sauf en ce qui concerne les manufactures (*factories*) telles qu'elles sont définies par la loi nationale. Notification pour chacune des exceptions sera faite au Bureau international du Travail.

ART. 6.

Dans les établissements industriels soumis à l'influence des saisons, et dans tous les cas où ces circonstances exceptionnelles l'exigent, la durée de la période de nuit indiquée à l'article 3 pourra être réduite à dix heures pendant soixante jours par an.

ART. 7.

Dans les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible, la période de nuit peut être plus courte que celle fixée par les articles ci-dessus, à la condition qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

ART. 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 9.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau international du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 10.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

ART. 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 12.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard au 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 13.

Tout membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 14.

Le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence, la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ART. 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE E.**PROJET DE CONVENTION**

concernant l'emploi des femmes avant et après leurs couches.

La Conférence Générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'emploi des femmes : avant ou après l'accouchement (y compris la question de l'indemnité de maternité) » question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondations précédant les travaux ci-dessus ;
- d) Le transport de personnes ou de marchandises, par route, voie ferrée ou voie d'eau, maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Pour l'application de la présente Convention, sera considéré comme « établissement commercial » tout lieu consacré à la vente des marchandises ou à toute opération commerciale.

Dans, chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie et le commerce d'une part, l'agriculture d'autre part.

ART. 2.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « femme » désigne toute personne du sexe féminin, quel que soit son âge ou sa nationalité, mariée ou non, et le terme « enfant » désigne tout enfant légitime ou non.

ART. 3.

Dans tous établissements industriels ou commerciaux publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille, une femme

a) Ne sera pas autorisée à travailler pendant une période de six semaines après ses couches ;

b) Aura le droit de quitter son travail, sur production d'un certificat médical déclarant que ses couches se produiront probablement dans un délai de six semaines ;

c) Recevra, pendant toute la période où elle demeurera absente, en vertu des paragraphes a) et b), une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène ; ladite indemnité, dont le montant exact sera fixé par l'autorité compétente dans chaque pays, sera prélevée sur les fonds publics ou sera fournie par un système d'assurance. Elle aura droit, en outre, aux soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme. Aucune erreur, de la part du médecin ou de la sage-femme, dans l'estimation de la date de l'accouchement, ne pourra empêcher une femme de recevoir l'indemnité à laquelle elle a droit à compter de la date du certificat médical jusqu'à celle à laquelle l'accouchement se produira ;

d) Aura droit dans tous les cas, si elle allaite son enfant, à deux repos d'une demi-heure pour lui permettre l'allaitement.

ART. 4.

Au cas où une femme s'absente de son travail, en vertu des paragraphes a) et b) de l'article 3 de cette Convention, ou en demeure éloignée pendant une période plus longue, à la suite d'une maladie attestée par certificat médical, comme résultant de sa grossesse ou de ses couches, et qui la met dans l'incapacité de reprendre son travail, il sera illégal pour son patron, jusqu'à ce que son absence ait atteint une durée maximum fixée par l'autorité compétente de chaque pays, de lui signifier son congé durant ladite absence, ou à une date telle que le délai de préavis expirerait pendant que dure l'absence sus-mentionnée.

ART. 5.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 6.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 7.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 8.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 9.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour prendre effectives ces dispositions.

ART. 10.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expi-

ration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétariat Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 11.

Le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ART. 12.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE F.

PROJET DE CONVENTION
concernant le chômage.

La Conférence Générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences, question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme de projet de convention internationale,

Adopte le projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE PREMIER.

Chaque membre ratifiant la présente convention communiquera au Bureau international du Travail à des intervalles aussi courts que possible et qui ne devront pas dépasser trois mois, toute information disponible, statistique ou autre, concernant le chômage, y compris tous les renseignements sur les mesures

prises ou à prendre en vue de lutter contre le chômage. Toutes les fois que ce sera possible les informations devront être recueillies de telle façon que communication puisse en être faite dans les trois mois suivant la Conférence à laquelle elles se rapportent.

ART. 2.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention devra établir un système de bureaux publics de placement gratuit placés sous le contrôle d'une autorité centrale. Des Comités qui devront comprendre des représentants des patrons et des ouvriers seront nommés et consultés pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces bureaux.

Lorsque coexistent des bureaux gratuits, publics et privés, des mesures devront être prises pour coordonner les opérations de ces bureaux sur un plan national.

Le fonctionnement des différents systèmes nationaux sera coordonné par le Bureau international du Travail, d'accord avec les pays intéressés.

ART. 3.

Les Membres de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifieront la présente Convention et qui ont établi un système d'assurance contre le chômage, devront, dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les Membres intéressés, prendre des arrangements permettant à des travailleurs ressortissant à l'un de ces Membres et travaillant sur le territoire d'un autre de recevoir des indemnités d'assurance égales à celles touchées par les travailleurs ressortissant à ce deuxième Membre.

ART. 4.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 5.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau international du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 6.

Aussitôt que les ratifications de trois Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ART. 7.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 8.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1921 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 9.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétariat Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 10.

Le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail devra au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ART. 11.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1921.

Wetsontwerp houdende goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie gehouden te Washington van 29 October tot 29 November 1919.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Internationale Arbeidsconferentie, die een onderdeel uitmaakt van den Volkerenbond, heeft te Washington vergaderd van 29 October tot 29 November 1919; zij had voor doel in een geest van vooruitgang en maatschappelijke rechtvaardigheid, internationale oplossingen van de arbeidsvraagstukken voor te stellen. De Conferentie heeft ontwerpen van Overeenkomst aangenomen.

De vraag deed zich voor te weten of, uit grondwettelijk oogpunt, de aangenomen ontwerpen konden beschouwd worden als gelijkwaardig met de Overeenkomsten geteekend volgens de traditioneele handelwijze. Alhoewel de Overeenkomsten gemaakt of te maken door de Arbeidsconferentie, onder de voorwaarden aangegeven in Deel XIII van het Verdrag van Versailles, slechts ontwerpen zijn, in dien zin dat voor hunne aanneming slechts eene meerderheid gevergd wordt van twee derden der afgevaardigden en dat onder deze afgevaardigden zich niet alleen afgevaardigden der Regeeringen bevinden, maar eveneens afgevaardigden der bazen en der werklieden, dient er echter te worden opgemerkt, dat de Overeenkomsten van Washington feitelijk goedgekeurd werden door de vertegenwoordigers van de Regeering des Konings en eveneens door de vertegenwoordigers der bazen en der werklieden. In zoover het noodig is, zou men kunnen aangenomen hebben dat de wil des Konings de Overeenkomsten waarvan sprake te sluiten insgelijks stilzwijgenderwijs voortvloeit uit het besluit te nemen door Zijne Majesteit en waarbij de bevoegde Ministers gelast worden het wetsontwerp tot goedkeuring der Overeenkomsten aan de goedkeuring der Wetgevende Macht te onderwerpen. Hoe het ook zij elk bezwaar van

grondwettelijken aard, dat te dien opzichte kon bestaan moet verdwijnen tegenover de proceduur die werd aangenomen door de Belgische Regeering in overeenstemming met de Fransche Regeering, wier aandacht zich eveneens op deze vraag had gevestigd.

Een diplomatiek document bestemd om aan de ontwerpen van Overeenkomst werkende kracht te verleenen werd te Parijs den 24^e Januari 1921 door behoórlĳk benoemde gevolmachtigden geteekend. Wij hebben, mijne Heeren, de eer aan uwe goedkeuring de aldus geregulariseerde Overeenkomsten te onderwerpen; zij zijn ten getalle van zes (Toevoegsels A tot F) en betreffen onderscheidenlijk :

De beperking van den duur van den arbeid der volwassenen tot acht uren per dag en acht-en-veertig uren per week;

Den ouderdom der kinderen voor de aanneming tot nijverheidsarbeid;

Den nachtarbeid van kinderen;

Den nachtarbeid van vrouwen;

Den arbeid van vrouwen vóór en na het kraambed;

De werkeloosheid en de plaatsing.

Er bestaat in België geene wet met algemeene toepassing waardoor de duur van den arbeid der volwassenen beperkt wordt. De eenige wet omtrent deze zaak die in ons land aangenomen is geworden, namelijk die van 31 December 1909, betreft uitsluitend de werklĳeden gebruikt voor de ondergrondse werken in de kolenmĳnen. Het wetsontwerp ingediend in den loop der zitting van 26 Maart l. l., dat voor doel heeft den achturedag en de acht-en-veertig-urenweek in te stellen, wil deze leente aanvullen. Zooals de memorie van toelĳchtĳng van dit ontwerp doet opmerken, houdt dit laatste rekening met de bepalingen van het overeenstemmend ontwerp van overeenkomst opgemaakt te Washington. Het komt ons onnoodig voor op dit punt terug te komen.

De ontwerpen van overeenkomst betreffende den ouderdom der kinderen voor de aanneming tot nijverheidsarbeid, den nachtarbeid van kinderen, den nachtarbeid van vrouwen, den arbeid van vrouwen vóór en na het kraambed, hebben betrekking op onderwerpen, die reeds door onze wet op den arbeid van vrouwen en kinderen geregeld zijn. De voornaamste verschillen tusschen deze wet en de ontwerpen van overeenkomst waarvan sprake, zijn de volgende :

Wat de aanneming van kinderen tot nijverheidsarbeid betreft, bepaalt het ontwerp van overeenkomst den minimum-ouderdom op 14 jaar *zonder eenige uitzondering*, terwijl artikel 3, alinea 2 van onze wet op den arbeid van vrouwen en kinderen dit minimum tot 13 jaar verlaagt voor de kinderen voorzien van een studiegetuigschrift afgegeven overeenkomstig de wet op het verplichtend onderwijs.

Wat den nachtarbeid betreft, is het thans, in beginsel, verboden kinderen en jonge menschen tot den ouderdom van 16 jaar te gebruiken. Volgens het ontwerp van overeenkomst zou deze grens op 18 jaar worden gebracht. Bovendien zouden de jonge menschen slechts gebruikt mogen worden gedurende den nacht voor werken, die niet onderbroken kunnen worden, van af 16 jaar, in plaats van

14 jaar. De nijverheidsbedrijven die werken van dezen aard omvatten, zijn trouwens in het ontwerp van overeenkomst beperkenderwijze opgesomd. De grens van al dewelke jonge menschen in gevallen van overmacht of in buitengewone gevallen 's nachts mogen werken zou insgelijks van 14 op 16 jaar worden gebracht.

Met betrekking tot den nachtarbeid van vrouwen, is het ontwerp van overeenkomst te Washington aangenomen, eigenlijk niets anders dan de bevestiging der Internationale Overeenkomst van Bern, den 20^e Juni 1908 door België bekrachtigd.

De reglementeering voorzien door de Overeenkomst van Bern werd in onze wetgeving ingevoerd door de wet van 10 Augustus 1911 en opgenomen in de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen door het samenvoegend besluit van Februari 1919.

Er is hier dus geen sprake van nieuwe beperkingen op te leggen.

Daarentegen bevat de overeenkomst betreffende den arbeid van vrouwen vóór en na het kraambed eene reeks nieuwigheden.

Op het huidig oogenblik bevat onze wet op den arbeid van vrouwen en kinderen te dien opzichte maar een enkele bepaling in deze termen vervat :

« Art. 5. — De vrouwen mogen niet voor den arbeid gebruikt worden gedurende de vier weken die op hunne bevalling volgen ».

Volgens het ontwerp van overeenkomst te Washington opgemaakt zou het in dezen tekst bepaalde tijdperk op zes weken moeten gebracht worden. Aan den anderen kant zou onze wet op de volgende wijze moeten aangevuld worden :

1° De vrouw zou het recht hebben haren arbeid te verlaten, op overlegging van een geneeskundig getuigschrift, waarbij verklaard wordt dat zij waarschijnlijk binnen eene tijdruimte van zes weken zal bevallen;

2° Gedurende den ganschen duur der werkeloosheid opgelegd of voorzien door het ontwerp van overeenkomst, zou de vrouw eene vergoeding genieten die volstaat om in haar onderhoud en dat van haar kind te voorzien; zij zou bovendien recht hebben op kosteloze verpleging door een geneesheer of eene vroedvrouw;

3° Indien de vrouw haar kind zelf voedt, zou de werkgever haar twee schoft-tijden van een half uur moeten toestaan.

4° De werkgever zou, gedurende eenen zekeren tijd, de vrouw niet mogen afdanken welke van haar werk wegblijft gedurende de door de overeenkomst voorziene tijdruimte of, die er van verwijderd blijft gedurende een langer tijdperk, ten gevolge eener ziekte veroorzaakt door hare zwangerschap of hare bevalling.

Deze reglementeering zou van toepassing zijn op de handels- zoowel als op de nijverheidsondernemingen.

Met het zesde en laatste ontwerp van overeenkomst, opgemaakt te Washington, dat betrekking heeft op de werkeloosheid en de plaatsing, komt in ons land geen enkele organieke wet overeen. De eenige wetgevende maatregel door ons te dien

opzichte genomen, bestaat tot nu toe in het jaarlijksch stemmen van een krediet dat aan de Regeering toelaat de voorzorgs- en hulpkassen, gesticht ten behoeve der slachtoffers der onvrijwillige werkeloosheid, en de instellingen, die het kosteloos plaatsen van arbeiders ten doel hebben, aan te moedigen.

Het ontwerp van overeenkomst aan de Kamer voorgelegd voorziet de volgende maatregelen :

1. Elke aangesloten Staat zal op geregelde tijden aan het Internationaal Arbeidsambt inlichtingen verstrekken betreffende de werkeloosheid en de middelen aangewend ter bestrijding er van ;

2. Hij zal openbare kantoren inrichten voor kosteloze plaatsing, met comiteën waarin de twee partijen op gelijke wijze vertegenwoordigd zijn ; de openbare en de private kantoren zullen naar een nationaal plan geordend worden ; de werking der verschillende nationale instellingen zal geordend worden door het Internationaal Arbeidsambt ;

3. Elke aangesloten Staat zal de voordeelen der verzekering tegen de werkeloosheid, die hij zou hebben ingesteld, uitbreiden tot de arbeiders der andere aangesloten Staten, die op zijn gebied werkzaam zijn.

Ziehier wat op het huidig oogenblik, aangaande de plaatsing, de feitelijke toestand in ons land is.

Van de vrije arbeidsbeurzen, gesticht vóór den oorlog, hebben een groot aantal opgehouden te bestaan. Daartegenover heeft sedert den wapenstilstand, het Departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, in de voornaamste nijverheidscentrums, een dertigtal officieele arbeidsbeurzen ingericht, die reeds groote diensten bewijzen. Om aan de overeenkomst van Washington te voldoen, zullen deze verschillende instellingen eerst volgens een nationaal plan moeten geordend worden, daarna met de gelijksoortige in het buitenland bestaande inrichtingen.

Wat de verzekering tegen de werkeloosheid betreft, hebben de syndikale kassen en de gemeentelijke fondsen nooit onderscheid gemaakt tusschen de Belgische werklozen en die welke tot eene andere nationaliteit behooren.

De op de Internationale Arbeidsconferentie te Washington vertegenwoordigde Staten verdeelden zich als volgt :

Europa. — België, Denemarken, Spanje, Finland, Frankrijk, Groot-Brittanje, Griekenland, Italië, Noorwegen, Nederland, Polen, Portugal, Roemenië, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakijë, Yougo-Slavonië.

Amerika. — De Argentijnsche Republiek, Bolivia, Brazilië, Canada, Chili, Columbia, Cuba, Republiek Domingo, Ecuador, Guatemala, Haïti, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, San Salvador, Uruguay, Venezuela.

Azië. — China, Britsch-Indië, Japan, Perzië, Siam.

Afrika. — Zuid-Afrika.

Het gebrek van bekrachtiging van het Verdrag van Versailles door de Vereenigde Staten, verhinderde de officiële deelneming der Amerikaansche Regeering. Aan den anderen kant hebben Duitschland en Oostenrijk, welke op het laatste oogenblik toelating verkregen zich te doen vertegenwoordigen, er van afgezien afgevaardigden te zenden, die zeer waarschijnlijk niet tijdig zouden hebben kunnen aankomen.

In het algemeen hadden de deelnemende landen aan de regeeringsafgevaardigden een afgevaardigde der werkgevers en een afgevaardigde der arbeiders toegevoegd. Dit was namelijk het geval voor de Belgische afvaardiging, waarvan wij hier de samenstelling niet nader zullen aangeven, daar deze reeds gegeven werd in de memorie van toelichting van het wetsontwerp betreffende den acht-urendag en de acht-en-veertig-urenweek.

De verschillende ontwerpen van overeenkomst, welke in de bijlagen zijn weergegeven, werden met eene groote meerderheid aangenomen.

Bijzondere voorwaarden zijn er in aangegeven ten voordeele van een zeker aantal landen wat betreft :

1^o Den acht-urendag en de acht-en-veertig-urenweek (Griekenland, Britsch-Indië, Japan, Roemenië);

2^o Den ouderdom der aanneming van kinderen tot nijverheidsarbeid (Britsch-Indië, Japan);

3^o Den nachtarbeid van kinderen (idem). De tijd voor de nachtrust zal in de tropische landen mogen verminderd worden;

4^o Den nachtarbeid van vrouwen (Britsch-Indië, Siam).

Het ontwerp van overeenkomst betreffende den acht-urendag en de acht-en-veertig-urenweek is niet van toepassing op China, noch Perzië, noch op Siam; maar de beperking van den duur van den arbeid der volwassenen in deze landen zal onderzocht worden gedurende eene volgende zitting der algemeene Conferentie.

De bekrachtiging der hierbijgevoegde ontwerpen van overeenkomst bevat de verbintenis ze ten uitvoer te brengen en hunne beschikkingen binnen een zekeren tijd te verwezenlijken. De leden van den Volkerenbond die onderhavige overeenkomsten bekrachtigen, verbinden zich ze van toepassing te maken op die hunner koloniën, welke zich niet geheel zelf regeeren, op voorwaarde dat deze overeenkomsten tengevolge der plaatselijke omstandigheden niet ontoepasselijk zouden gemaakt worden; aan de overeenkomsten kunnen wijzigingen aangebracht worden, rekening houdend met de bijzondere noodwendigheden. Voor het ontwerp betreffende den acht-urendag en de acht-en-veertig-urenweek, alsmede voor het ontwerp betreffende de werkeloosheid en de plaatsing, moet het in werking treden ten laatste den 1^{sten} Juli 1921 plaats hebben. Voor de andere ontwerpen is de grens vastgesteld op 1 Juli 1922.

Het doel van onderhavig wetsontwerp is de zes ontwerpen van overeenkomst, waarvan sprake, te bekrachtigen.

Het eerste dezer ontwerpen strekt tot het invoeren eener hervorming, evenzeer belangrijk als met ongeduld gewenscht door de werkende klasse; de anderen

hebben voor doel wetten of administratieve maatregelen welke in ons land reeds toegepast worden, uit te breiden of eenvoudig te bevestigen. De uitleggingen, welke men komt te lezen, gevoegd bij die vervat in de memorie van toelichting van het wetsontwerp, waarbij de acht-urendag en de acht-en-veertig-urenweek worden ingevoerd, laten toe te besluiten, dat de door de Conferentie van Washington aangenomen beschikkingen niets bevatten dat buitensporigs of overdreven is, en dat hunne uitvoering niet van aard zou zijn den goeden gang onzer nijverheden in gevaar te brengen. Daar, aan den anderen kant, hunne bekrachtiging door de talrijke aangesloten Staten niet twijfelachtig schijnt, komt de tegenwerping getrokken uit de noodzakelijkheden der internationale mededinging in ruime mate te vervallen. In deze omstandigheden zijn wij overtuigd, Mijne Heeren, dat gij niet zult nalaten een gunstig onthaal te verleen en aan het wetsontwerp houdende goedkeuring der ontwerpen van overeenkomst waarvan sprake.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

TOEVOEGSEL A.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST

tot het beperken op acht uren per dag en op acht-en-veertig uren per week van den arbeidsduur in de nijverheidsinrichtingen.

De Algemeene Konferentie der Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkerenbond,

Op 28 Oktober 1919 door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika te Washington bijeengeroepen,

Na het aannemen besloten te hebben van verschillende voorstellen die betrekking hebben op de toepassing van het beginsel van den achturedag, vraagstuk dat het eerste punt van den zittijd der Konferentie te Washington uitmaakt, en

Nadat zij besloten heeft, dat die voorstellen zullen opgesteld worden onder vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst,

Neemt het onderstaande ontwerp van overeenkomst aan, dat, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende deel van het Verdrag van Versailles van 29 Juni 1919, en van het Verdrag van Sint-Germain, van 10 September 1919, door de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie moet bekrachtigd worden.

ARTIKEL EÉN.

Voor de toepassing van deze overeenkomst zullen als «nijverheidsinrichtingen» aanzien worden :

- a) De mijnen, steengroeven en uitdelvingsbedrijven van allen aard ;
- b) De bedrijven in dewelke produkten gemaakt, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, afgewerkt of voor den verkoop bereid worden, of in dewelke de stoffen een verandering ondergaan, de scheepsbouw, de bedrijven van materiëelafbraak, evenals het voortbrengen, het veranderen en het overbrengen van drijfkracht in 't algemeen en van elektriciteit, inbegrepen ;
- c) Het bouwen, het herbouwen, het onderhouden, het herstellen, het veranderen of het afbreken van alle gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, kanalen, binnenvaartinrichtingen, banen, tunnels, bruggen, viadukten, hoofdriolen, gewone riolen, putten, telegraaf- of telefooninrichtingen, elektrische inrichtingen, gasfabrieken, waterleiding en andere bouwwerken, alsmede de werken van voorbereiding en grondvesting der bovenstaande werken ;
- d) Personen- of goederenvervoer per as, per spoor of te water (zee- of binnenvaart), de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaien, de werven

en in de stapelplaatsen inbegrepen, met uitzondering van het vervoer met de hand.

De voorschriften betreffende het vervoer langs zee- en binnenvaartwegen zullen door een bijzondere konferentie over den arbeid der zeelieden en rivierschippers vastgesteld worden.

In elk land zal de bevoegde overheid de scheidingslijn tusschen de nijverheid eener- en den handel en den landbouw anderzijds bepalen.

ART. 2.

In alle openbare of partikuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden, van welken aard ook, met uitzondering van die waar alleen de gezinsleden van den ondernemer werkzaam zijn, mag voor het personeel de arbeidsduur acht uren per dag of acht-en-veertig uren per week niet overschrijden, behalve in de volgende uitzonderlijke gevallen :

a) De bepalingen van deze Overeenkomst zijn niet van toepassing op de personen die een ambt van toezichter of bestuurder of een vertrouwenspost bekleeden;

b) Wanneer, krachtens een wet of ingevolge het gebruik of overeenkomsten tusschen werkgevers- en arbeidersverenigingen (of, bij gebrek aan zulke organisaties, tusschen de werkgevers- en de arbeidersvertegenwoordigers), de arbeidsduur van één of meer dagen der week korter is dan acht uren, mag door een akte der bevoegde overheid of bij overeenkomst tusschen de bovengenoemde verenigingen of vertegenwoordigers der belanghebbenden toelating verleend worden om gedurende de andere dagen der week de acht uren te overschrijden. De bij deze paragraaf voorziene overschrijding mag in geen geval één uur per dag te boven gaan;

c) Wanneer de werken in ploegen worden uitgevoerd, mag de arbeidsduur boven de acht uren per dag of de acht-en-veertig uren per week verlengd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde arbeidsduur, berekend over een tijdperk van drie weken of minder, acht uren per dag of acht-en-veertig uren per week niet overschrijdt.

ART. 3.

De in artikel 2 voorziene beperking aan den arbeidsduur mag overschreden worden wanneer een ongeval zich heeft voorgedaan of dreigend is, of wanneer werken aan machines of werktuigen bij dringendheid moeten uitgevoerd worden, of in geval van overmacht, doch slechts in zulke mate als voor het vermijden van een ernstige verandering van den normalen gang der inrichting noodig is.

ART. 4.

De in artikel 2 voorziene beperking van den arbeidsduur mag overschreden worden in de werken in dewelke de voortdurende bedrijvigheid, door den aard

van het werk zelf, door elkaar aflossende ploegen moet verzekerd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde werktijd niet langer zij dan zes-en-vijftig uren per week. Dit stelsel zal geen invloed hebben op het verlof dat door de nationale wetten aan de arbeiders wordt verzekerd in vervanging van hun wekelijkschen rustdag.

ART. 5.

In de uitzonderlijke gevallen, in dewelke de door artikel 2 vastgestelde beperkingen ontoepasselijk worden erkend, en slechts in die gevallen, kunnen de overeenkomsten tusschen arbeiders- en werkgeversverenigingen, indien de Regeering, die er mededeeling moet van krijgen, hun bepalingen in reglementen overzet, voor een lang tijdperk een tabel opmaken tot regeling van den dagelijkschen arbeidsduur.

De gemiddelde arbeidsduur, berekend op het aantal door de tabel vastgestelde weken, mag in geen geval de acht-en-veertig uren per week te boven gaan.

ART. 6.

Reglementen der openbare macht zullen per nijverheid of per beroep bepalen:

a) De bestendige afwijkingen die moeten toegestaan worden voor de voorbereidings- of de bijkomende werken die noodzakelijkerwijs buiten de voor het algemeen werk der inrichting voorgeschrevene beperking moeten geschieden, of voor zekere klassen van personen wier arbeid onregelmatig is;

b) De tijdelijke afwijkingen die moeten toegestaan worden om aan de ondernemingen toe te laten buitengewonen overvloed van werk uit te voeren.

Deze regelingen moeten getroffen worden na raadpleging der belanghebbende werkgevers- en arbeidersverenigingen, daar waar er bestaan. Zij zullen het maximum aantal overuren bepalen die in elk geval mogen toegestaan worden. Het bedrag van het loon voor die overuren, zal ten minste 2/3 t. h. hooger zijn dan het normale loon.

ART. 7.

Elke Regeering zal aan het International Arbeidsbureau laten worden:

a) Een lijst der werken die zijn gerangschikt als inrichtingen waarin de bedrijvigheid noodzakelijk voortdurend moet zijn, in de beteekenis van artikel 4;

b) Volledige inlichtingen over de toepassing der in artikel 5 voorziene overeenkomsten;

c) Volledige inlichtingen over de krachtens artikel 6 genomen reglementaire beschikkingen en hun toepassing.

Het Internationaal Arbeidsbureau zal desaan gaande elk jaar aan de Algemeene Konferentie van Internationale Arbeidsorganisatie een verslag voorleggen.

ART. 8.

Om de toepassing der bepalingen van deze Overeenkomst te vergemakkelijken, moet elke werkgever :

a) Bij middel van aanplakbrieven die op in 't oog springende wijze in zijn inrichting of op elke andere behoorlijke plaats zijn opgehangen, of op elke andere door de Regeering goedgekeurde wijze, de uren op dewelke de arbeid aanvangt en eindigt of, indien de arbeid in ploegen wordt verricht, de uren op dewelke de beurt van elke ploeg begint en eindigt kenbaar maken. De uren worden derwijze vastgesteld, dat de door deze overeenkomst voorziene beperkingen niet worden overschreden, en eens dat zij zijn aangekondigd, zullen zij niet kunnen gewijzigd worden dan op de wijze en in den berichtsvorm die door de Regeering zijn goedgekeurd;

b) Op dezelfde wijze de rustpoozen die tijdens den arbeidsduur zijn verleend en beschouwd worden als niet tot den arbeidstijd behoorende bekend maken;

c) In een boek, op de door de wetgeving van elk land of door een reglement der bevoegde overheid goedgekeurde wijze, al de overuren, die krachtens artikelen 3 en 6 van deze Overeenkomst worden gemaakt, inschrijven.

Het feit een persoon buiten de krachtens paragraaf *a* vastgestelde uren of binnen den krachtens paragraaf *b* vastgestellten tijd te laten werken, wordt onwettig beschouwd.

ART. 9.

De toepassing der huidige Overeenkomst in Japan brengt de volgende wijzigingen en voorwaarden mede :

a) Zullen aanzien worden als nijverheidsinrichtingen :

De in paragraaf *a* van artikel één vermelde inrichtingen;

De in paragraaf *b* van artikel één vermelde inrichtingen, indien zij ten minste tien personen bezigen;

De in paragraaf *c* van artikel één vermelde inrichtingen, onder voorbehoud, dat die inrichtingen zijn begrepen in de door de bevoegde overheid gegeven bepaling der „fabrieken”;

De in paragraaf *d* van artikel één vermelde inrichtingen, behalve het personen- of goederenvervoer per as, de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaien, in de havens en de stapelplaatsen, evenals het vervoer met de hand, zonder inachtneming van het aantal gebezigde personen; die der in paragrafen *a* en *b* van artikel één vermelde nijverheidsinrichtingen welke de bevoegde overheid zeer gevaarlijk of ongezonde werken omvattende zou kunnen verklaren;

b) De werkelijke arbeidsduur van elk persoon van ten minste vijftien jaar, die in een openbare of partikuliere nijverheidsinrichting of haar aanhoorigheden aan 't werk is gesteld, mag de zeven-en-vijftig uren per week niet te boven gaan,

behalve in de nijverheid der ruwe zijde, waar de werktijd op ten hoogste acht-en-zestig uren per week mag gebracht worden;

c) De werkelijke arbeidsduur mag in geen geval langer zijn dan acht-en-veertig uren per week, noch voor de kinderen beneden vijftien jaar die in openbare of partikuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden arbeiden, noch voor de personen van gelijk welken leeftijd die in de mijnen ondergrondse arbeid verrichten;

d) De beperking van den arbeidsduur kan gewijzigd worden in de door artikelen 2, 3, 4 en 5 van deze Overeenkomst voorziene voorwaarden, zonder dat evenwel de verhouding tusschen den duur der toegestane verlenging en den duur van de normale week grooter mag zijn dan de verhouding die uit de vermelde artikels blijkt;

e) Aan al de werklieden, zonder onderscheid van categorie, zal een wekelijksche rusttijd van vier-en-twintig opeenvolgende uren verleend worden;

f) De bepalingen der Japansche nijverheidswetgeving, waarbij de toepassing ervan tot de inrichtingen waar ten minste vijftien personen worden gebezigd is beperkt, zullen zoo gewijzigd worden, dat voortaan de inrichtingen met ten minste tien personen onder toepassing van die wetgeving vallen;

g) De bepalingen van bovenstaande paragrafen van dit artikel zullen ten laatste op 1 Juli 1922 van kracht worden; de bepalingen vervat in artikel 4 zullen evenwel, zooals zij in paragraaf d van dit artikel zijn gewijzigd, ten laatste op 1 Juli 1923 in voege treden;

h) De uiterste leeftijd van vijftien jaar die in paragraaf c van dit artikel is voorzien, zal ten laatste op 1 Juli 1925 op zestien jaar gebracht worden.

ART. 10.

In Britsch Indië zal het beginsel der zestig-uren-week voor al de arbeiders die werken in de nijverheden welke thans door de nijverheidswetgeving, waarvan de Indische Regeering de toepassing verzekert zijn bedoeld, evenals in de mijnen en in de categorieën van spoorwegwerken welke de bevoegde overheid te dien einde zal vermelden, aangenomen worden. Deze overheid zal slechts wijzigingen aan bovenvermelde beperking kunnen toestaan, mits rekening te houden van de bepalingen die in artikelen 6 en 7 van deze Overeenkomst zijn vervat.

Wat de andere voorschriften betreft, zal de huidige Overeenkomst op Indië niet van toepassing zijn, doch een engere beperking van den arbeidsduur zal in een toekomstigen zitting der Algemeene Konferentie moeten onderzocht worden.

ART. 11.

De bepalingen van de huidige Overeenkomst zullen noch op China, noch op Perzië, noch op Siam toepasselijk zijn, maar de beperking van den arbeidsduur in die landen zal in een toekomstigen zitting van de Algemeene Konferentie moeten onderzocht worden.

Art. 12.

Voor de toepassing van de huidige Overeenkomst op Griekenland, zal de datum waarop die bepalingen zullen in voege treden verschoven worden tot 1 Juli 1923, voor de volgende nijverheidsinrichtingen :

1. Fabrieken van zwavelkoolstof;
2. Fabrieken van zuren;
3. Leerlooierijen;
4. Papierfabrieken;
5. Drukkerijen;
6. Zagerijen;
7. Opslagplaatsen van tabak en inrichtingen waar de tabak wordt bereidt;
8. Bovengrondse mijnwerken;
9. Gieterijen;
10. Kalkfabrieken;
11. Ververijen;
12. Glasfabrieken (blazers);
13. Gasfabrieken (stokers);
14. Laden en lossen van koopwaren.

En ten laatste tot 1 Juli 1924, voor de volgende nijverheidsinrichtingen :

1. Mekaniekbedrijven, machinebouw, vervaardiging van brandkasten, weegschalen, bedden, jachtlood, ijzer- en bronsgieterijen, blikslagerijen, werkhuizen voor vertinning, fabrieken van waterwerktuigen;

2. Bouwbedrijven, kalkovens, cementfabrieken, plaasterfabrieken, pannembakkerijen, steenbakkerijen en vloersteenfabrieken, pottenbakkerijen, marmerzagerijen, grond- en bouwwerken;

3. Vezelbedrijven, spinnerij en weverij van allen aard, met uitzondering der ververijen;

4. Voedingsbedrijven : meelfabrieken, bakkerijen, fabrieken van voedingsdeeg, van wijnen, van alkohol en dranken, olieslagerijen, brouwerijen, ijs- en spuitwaterfabrieken, fabrieken van kleingoed in suiker en chocolade, worsten- en konservenfabrieken, slachthuizen en vleeschhouwerijen;

5. Scheikundige bedrijven : fabrieken van samengestelde kleuren, glasfabrieken, (behalve de blazers), terpentijn- en wijnsteenfabrieken, fabrieken van zuurstof en arsenijprodukten, lijnoliefabrieken, glycerinefabrieken, fabrieken van kalkkarbuur, gasfabrieken (behalve de stokers);

6. Lederbedrijven : schoenfabrieken, fabrieken van artikelen in leder;

7. Papiernijverheid en drukkerij, fabrieken van briefomslagen, registers, doozen, zakken, boekbinderijen, steen- en zinkdrukkerijen;

8. Kleedingsbedrijven : klee- en linnennaaijerij, persingwerkplaatsen, dekenfabrieken, fabrieken van kunstbloemen, pluimen en passementwaren, fabrieken van hoeden en regenschermen ;

9. Houtbedrijven : schrijnwerkerij, kuiperij, wagenmakerij, meubel- en stoel-fabrieken, werkplaatsen voor inlijsting, borstel- en bezemfabrieken ;

10. Elektrische bedrijven : inrichtingen voor stroomverwekking, werkplaatsen voor het aanleggen van elektrische toestellen ;

11. Vervoer te land : spoorweg- en trambedienden, autovoerders, koetsiers en voerlieden.

Art. 13.

Voor de toepassing der huidige Overeenkomst in Roemenië, mag de datum waarop de bepalingen, luidens artikel 19, van kracht zullen worden, op 1 Juli 1924 gebracht worden.

Art. 14.

In geval van oorlog of van gebeurtenissen die voor 's lands veiligheid gevaar opleveren, mogen de bepalingen van deze Overeenkomst in elk land, op bevel der Regeering, opgeheven worden.

Art. 15.

De officieele bekrachtigen van deze Overeenkomst, in de door deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 en van het Verdrag van Sint-Germain van 10 September 1919 voorziene voorwaarden, zullen ter kennis van den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond gebracht en door hem geregistreerd worden.

Art. 16.

Elk lid dat de huidige Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich, ze in zijn koloniën, bezittingen of protektoraten zonder volledig zelfbestuur toe te passen, onder voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst door de lokale voorwaarden niet ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen die zouden noodig zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke voorwaarden aan te passen, er kunnen in opgenomen worden.

Elk Lid moet aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis geven van zijn besluit omtrent elk van zijn koloniën, bezittingen of protektoraten zonder volledig zelfbestuur.

ART. 17.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Sekretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Sekretaris van den Volkerenbond dit feit aan al de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie bekend maken.

ART. 18.

De huidige Overeenkomst zal van kracht worden den dag waarop die bekendmaking door den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond zal gedaan zijn; zij zal slechts bindend zijn voor de leden die hun bekrachtiging op het Sekretariaat zullen laten registreeren hebben. In het vervolg zal deze Overeenkomst ten opzichte van elk ander lid van kracht worden, den dag waarop de bekrachtiging van dit lid op het Sekretariaat zal geregistreerd zijn.

ART. 19.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot het toepassen van haar bepalingen ten laatste op 1 Juli 1921 en tot het treffen der maatregelen die voor het werkdadig maken dier bepalingen zullen noodig zijn.

ART. 20.

Elk lid dat deze Overeenkomst heeft bekrachtigd, mag ze, na afloop van een tijdperk van tien jaar na haar aanvankelijke van-kracht-wording, opzeggen, door een aan den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond toegezonden en door hem geregistreerden akt. De opzegging zal slechts een jaar na haar registratie op het Sekretariaat van kracht zijn.

ART. 21.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal tenminste eens op tien jaar aan de Algemeene Konferentie een verslag over de toepassing der huidige Overeenkomst voorleggen en zal beslissen of de herziening of de wijziging van deze Overeenkomst op de agenda der Konferentie moet komen.

ART. 22.

De Fransche en de Engelsche teksten van deze Overeenkomst zijn beide wettig.

TOEVOEGSEL B.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST

**waarbij de leeftijd der kinderen wordt vastgesteld
voor de aanneming tot nijverheidsarbeid.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond.

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 Oktober 1919 opgeroepen te Washington.

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekingen van kinderen : ouderdom van aanneming tot den arbeid », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919 :

ARTIKEL EÉN.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;
- b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan ; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, almede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit ;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, zeebrekers, vaarten, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- en fundeeringswerken die aan bovengemelde werken voorafgaan ;
- d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, met inbegrip van het laden en lossen aan de dokken, kaaien, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel eenerzijds, en landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Kinderen van minder dan veertienjarigen leeftijd mogen in de openbare of private nijverheidsinrichtingen of in de aanhoorigheden er van geen dienstverstrekingen verrichten noch er arbeiden, met uitzondering van die, waar alleen leden van één zelfde gezin gebezigd worden.

ART. 3.

De bepalingen van artikel 2 zullen niet van toepassing zijn op in beroepsscholen verrichten kinderarbeid, onder voorwaarde dat die arbeid door de openbare overheid wordt goedgekeurd en bewaakt.

ART. 4.

Ten einde het mogelijk te maken toezicht te houden over de toepassing der bepalingen dezer Overeenkomst, zal het hoofd van elke nijverheidsinrichting een register moeten bijhouden tot inschrijving van al de door hem gebezigde personen, die den leeftijd van zestien jaar niet bereikt hebben, met aanduiding van den datum hunner geboorte.

ART. 5.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Japan betreft, wordt tot navermelde wijzigingen aan artikel 2 gemachtigd :

- a) Kinderen die den leeftijd van twaalf jaar bereikt hebben zullen tot den arbeid mogen aangenomen worden, als zij hun lagere studiën voleind hebben ;
- b) Wat de reeds arbeidende kinderen tusschen twaalf- en veertienjarigen leeftijd betreft, zullen overgangsbepalingen mogen aangenomen worden.

De bepaling der huidige Japansche wet, waarbij kinderen van minder dan twaalfjarigen leeftijd tot eenige gemakkelijke en lichte werken mogen worden aangenomen, zal opgeheven worden.

ART. 6.

De bepalingen van artikel 2 zullen niet toegepast worden op Indië, doch in Indië zullen de kinderen van minder dan twaalfjarigen leeftijd niet gebezigd worden :

- a) In de fabrieken met gebruik van drijfkracht en waar meer dan tien personen gebezigd worden ;

- b) In allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven;
- c) In het vervoer van personen of van goederen, den postdienst per spoor, en in het laden en lossen der goederen aan de dokken, kaaien en pieren, met uitzondering van handvervoer.

ART. 7.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 8.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze onder het volgende voorbehoud toe te passen in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

- a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;
- b) Dat de wijzigingen die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 9.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 10.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn; zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Sekretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 11.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen ervan, uiterlijk den 1^o Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 12.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest,

ART. 13.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 14.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijsleverend aangemerkt worden.

TOEVOEGSEL G.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST**betreffende nachtarbeid van kinderen in de nijverheid.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond,

Door de Reggering der Vereenigde Staten van Amerika den 29ⁿ Oktober 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekkingen van kinderen gedurende den nacht », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Besloten hebbende om die voordrachten in den vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919.

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichting » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven;
- b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, vaarten, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, elektrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- en fundeeringswerken die aan bovengemelde werken voorafgaan;
- d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, met inbegrip van het laden en het lossen aan de dokken, kaaien, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenzen afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel eenerzijds, en als landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Het is verboden gedurende den nacht, door kinderen die den leeftijd van achttien jaar niet bereikt hebben, dienstverstrekingen te laten verrichten in de openbare of private nijverheidsinrichtingen of in de aanhoorigheden er van, met uitzondering van die, waar alleen leden van één zelfde gezin gebezigd worden, behalve in de navermelde gevallen.

Het verbod inzake nachtarbeid zal niet toegepast worden op kinderen die den leeftijd van zestien jaar reeds bereikt hebben en in de navermelde nijverheidsbedrijven dienst verstreken voor zekere werken die uiteraard noodzakelijkerwijs dag en nacht ononderbroken moeten doorgezet worden :

- a) IJzer- en staalfabrieken; werken waarbij gebruik wordt gemaakt van terugstralings- of van regeneratieovens; galvaniseering van plaatijzer en ijzerdraad (met uitzondering van de afbijtingswerkplaatsen);
- b) Glasblazerijen;
- c) Papierfabrieken;
- d) Suikerfabrieken, waar ruwe suiker bewerkt wordt;
- e) Uitwassing van gouderts.

ART. 3.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden, een tijdruimte van minstens elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen die verlopen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

Voor de steen- en bruinkoolmijnen zal er een afwijking mogen voorzien worden wat betreft den in de vorige paragraaf bedoelden rusttijd, wanneer tusschen de beide arbeidstijden door den band vijftien uren rusttijd is, doch nooit wanneer die tusschentijd minder dan dertien uren bedraagt.

Wordt door 's Lands wetten nachtarbeid aan al de werknemers van het broodbakkerijbedrijf verboden, dan zal, voor dit laatste, de tusschen negen uur 's avonds en vier uur 's morgens verlopen tijdruimte die mogen vervangen begrepen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

In de keerkringslanden, waar midden in den dag de arbeid gedurende eenigen tijd geschorst wordt, zal de nachtrusttijd minder dan elf uren mogen bedragen, onder voorwaarde dat gedurende den dag een opwegende schoftijd worde verleend.

ART. 4.

De bepalingen van de artikelen 2 en 3 zullen niet van toepassing zijn bij den nachtarbeid van kinderen van zestien- tot achttienjaren leeftijd, wanneer een geval van overmacht, dat niet kon voorzien noch belet worden en niet van periodieken aard is, tegen den normalen gang van een nijverheidsinrichting indruischt.

ART. 5.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Japan betreft, zal, tot 1 Juli 1925, artikel 2 slechts gelden voor kinderen die den leeftijd van vijftien jaar nog niet hebben bereikt en, van gemelden datum af, zal bedoeld artikel 2 slechts toegepast worden op kinderen die den leeftijd van zestien jaar nog niet hebben bereikt.

ART. 6.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Indië betreft, zal door het woord « nijverheidsinrichting » moeten verstaan worden de « fabrieken » als zoodanig bepaald door de fabriekswet van Indië (*Indian factory act*) en artikel 2 zal niet toegepast worden op kinderen van het mannelijke geslacht die den leeftijd van veertien jaar reeds bereikt hebben.

ART. 7.

In hoogst zwaarwichtige omstandigheden en ingeval het openbaar belang het vereischt, zal het verbod inzake nachtarbeid mogen geschorst worden bij besluit

der Openbare Overheid, wat betreft de kinderen van zestien- tot achttienjarigen leeftijd.

Art. 8.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

Art. 9.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot de toepassing er van in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

Art. 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

Art. 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn ; zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Sekretarie zal geregistreerd geweest zijn.

Art. 12.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe te bepalen er van, niterlijk den 1^{er} Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 13.

Elk lid dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 14.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijssleverend aangemerkt worden.

TOEVOEGSEL D.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST
betreffende vrouwen-nachtarbeid.

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 Oktober 1919 opgeroepen te Washington.

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekkingen van vrouwen gedurende den nacht », aangelegenheid, vervat in het derde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van internationale overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende

gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d.d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d.d. 10 September 1919 :

ARTIKEL EÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en andere uitdelvingsbedrijven ;
- b) De bedrijven waar voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan : met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit ;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, havenhoofden, vaarten, instellingen voor de binnenvaart, wegen, tunnels, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsmede de gereedmakings- of fundeeringswerken, die aan bovengemelde werken voorafgaan.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid eenerzijds, als koophandel en landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden, een tijdruimte van minstens elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen die verlopen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

In de landen waar geen enkel openbaar reglement van toepassing is op de dienstverstrekingen van vrouwen gedurende den nacht in de nijverheidsinrichtingen, zal door het woord « nacht » voorloopig en voor een tijdruimte van hoogstens drie jaar, mogen verstaan worden, al naar goedvinden der Regeering, een tijdruimte van slechts tien uren, waarin begrepen die verlopen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

ART. 3.

Zonder onderscheid van leeftijd, zullen de vrouwen 's nachts geen dienstverstrekingen mogen doen in enige openbare of private nijverheidsinrichting noch in eenige aanhoorigheid van een dier inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen, waar alleen de leden van één zelfde gezin gebezigd worden.

ART. 4.

Artikel 3 zal niet toegepast worden :

a) In geval van *overmacht*, wanneer in een onderneming een onvoorzienbare en niet-periodieke bedrijfsonderbreking zich voordoet ;

b) In geval de arbeid toegepast wordt hetzij op grondstoffen, hetzij op in bewerking zijnde stoffen, die aan zeer snel bederf mochten onderhevig zijn, wanneer zulks noodzakelijk is om het onvermijdelijk verlies van die stoffen te voorkomen.

ART. 5.

In Indië en in Siam zal de toepassing van artikel 3 dier Overeenkomst door de Regeering mogen geschorst worden, behalve voor de « factories », zooals zij door de landwet zijn bepaald

Van elke der uitzonderingen zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis worden gegeven.

ART. 6.

In de nijverheidsbedrijven, die aan den invloed der jaargetijden onderworpen zijn, en in alle gevallen waar die uitzonderlijke omstandigheden het vereischen, zal gedurende zestig dagen per jaar, de in artikel 3 aangeduide tijdruimte van den nacht, verminderd mogen worden op tien uren.

ART. 7.

In de landen waar het klimaat den dagarbeid bijzonder lastig maakt, mag de nachttijdruimte korter zijn dan de bij bovengemelde artikelen vastgestelde, onder voorwaarde dat gedurende den dag een opwegende schoftijd worde verleend.

ART. 8.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 9.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot de toepassing er van in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt ;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elk zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de Leden der Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn; zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Sekretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 12.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen er van uiterlijk den 1^o Juli 1922 toe te passen, en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 13.

Elk Lid, dat die Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvaankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 14.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar aan de Algemeene Conferentie, verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijssleverend aangemerkt worden.

TOEVOEGSEL E.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST

betreffende de dienstverstrekkingen van vrouwen
vóór en na het kraambed.

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 Oktober 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen, betreffende de « dienstverstrekkingen van vrouwen vóór en na het kraambed (met inbegrip van de kwestie der vergoeding wegens moederschap) », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen;

Verleent haar goedkeuring aan het hiernavolgend Ontwerp van Overeenkomst dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d.d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d.d. 10 September 1919 :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven;
- b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar de stoffen een omzetting ondergaan : met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, haven-

hoofden, vaarten, inrichtingen voor de binnenvaart, wegen, tunnels, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor water-voorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- en fundeeringswerken, die aan bovengemelde werken voorafgaan;

d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, over zee of langs de binnenwaters, met inbegrip van het laden en lossen der goederen aan de dokken, kaaien, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst, moet als « handelsinrichting » worden aangemerkt, elke ruimte dienende tot goederenverkoop of tot eenige handelsverrichting.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel, eenerzijds, en als landbouw, anderzijds, moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst, moet door het woord « vrouw » verstaan worden, elke persoon van het vrouwelijk geslacht, onaan gezien den ouderdom of de staatsaanhorigheid, gehuwd of ongehuwd; door het woord « kind » moet verstaan worden elk kind, 't zij wettig, 't zij onwettig.

ART. 3.

In alle openbare of private nijverheids- of koophandelsinrichtingen of in de aanhoorigheden ervan, met uitzondering van die waar alleen leden van één zelfde gezin worden gebezigd, zal een vrouw

a) er niet toe gemachtigd worden te arbeiden gedurende een tijdruimte van zes weken na het kraambed;

b) het recht hebben om haar arbeid te verlaten, op vertoon van een medisch getuigschrift, waarbij verklaard wordt dat zij waarschijnlijk binnen een termijn van zes weken zal in kraambed komen;

c) gedurende de gansche tijdruimte, tijdens welke zij krachtens de paragrafen *a* en *b* afwezig zal zijn, van een toereikende vergoeding genieten voor haar onderhoud en dat van haar kind, onder goede gezondheidsvoorwaarden; bedoelde vergoeding, waarvan het juiste bedrag door de bevoegde overheid in elk land zal vastgesteld worden, zal op 's Lands begrooting uitgetrokken of door een verzekeringsstelsel verstrekt worden. Zij zal daarenboven aanspraak hebben op kosteloze verpleging door een arts of een vroedvrouw. Geen misrekening, vanwege den arts of de vroedvrouw, wat den dag der bevalling betreft, zal aan een vrouw de vergoeding kunnen doen verliezen waarop zij vanaf den datum van het medisch getuigschrift aanspraak heeft, tot op dezen der bevalling;

d) In alle gevallen aanspraak hebben, zoo zij haar kind zoogt, op twee schoftijden van een half-uur om haar het zoogen mogelijk te maken.

ART. 4.

Ingeval een vrouw, krachtens de paragrafen *a* en *b* van artikel 3 dezer Overeenkomst niet aan den arbeid is, of gedurende een langere tijdruimte er van verwijderd wordt gehouden ten gevolge van een ziekte, waartoe, naar de bevestiging van een medisch getuigschrift, haar zwangerheid of haar kraambed aanleiding heeft gegeven, en die haar in een staat van onbekwaamheid stelt om den arbeid te hervatten, zal het vanwege den werkgever een onwettige daad zijn, totdat haar afwezigheid een door de bevoegde overheid van elk land vastgestelden maximumduur heeft bereikt, haar gedurende die afwezigheid af te danken of op een datum zóó berekend dat de termijn van voorafgaande kennisgeving gedurende de bovengemelde afwezigheid verstrijkt.

ART. 5.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 6.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten toe te passen, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 7.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 8.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn;

zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid ter Sekretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 9.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen er van, uiterlijk den 1^{er} Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 10.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 11.

Be Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 12.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als bewijisleverend aangemerkt worden.

TOEVOEGSEL F.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST
betreffende werkloosheid.

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond.

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 Oktober 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe beslist te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betref-

fende « de middelen om werkloosheid te voorkomen en hare gevolgen te bestrijden », aangelegenheid die het tweede punt uitmaakt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Na er toe beslist te hebben die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919.

ARTIKEL EÉN.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigd, zal aan het Internationaal Arbeidsambt laten geworden, bij koo kort mogelijke tussenpoozen, die echter drie maand niet zullen mogen overschrijden, alle beschikbare kennisgeving, van statistischen of anderen aard, betreffende werkloosheid, met inbegrip van al de inlichtingen over de genomen of te nemen maatregelen met het oog op de bestrijding der werkloosheid. Telkens als het mogelijk zal zijn, zullen de inlichtingen dienen ingewonnen zoodanig dat, binnen de drie maand volgende op de desbetreffende Conferentie, kennis er van kan gegeven worden.

ART. 2.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, zal een behoorlijken samenhang van onder het toezicht eener hoofloverheid geplaatste openbare kantoren voor kosteloze arbeidsverschaffing moeten inrichtingen. Komitees, die gelastigden van de werkgevers en van de werknemers zullen moeten bevatten, zullen benoemd worden en geraadpleegd voor al wat den gang der werkzaamheden dier kantoren betreft.

Wanneer openbare kantoren voor kosteloze arbeidsverschaffing nevens dergelijke privaatinstellingen werkzaam zijn, zullen maatregelen dienen genomen om de verrichtingen dier bureelen naar een nationaal plan samen te ordenen.

De naar de verschillende nationale plannen samengeordende werkzaamheden zullen op hun beurt door het Internationaal Arbeidsambt, in overleg met de belanghebbende landen, samengeordend worden.

ART. 3.

De leden van de Internationale Arbeidsinrichting, die deze Overeenkomst zullen bekrachtigen en een systeem van verzekering tegen werkloosheid hebben ingesteld, zullen, onder de in gemeen overleg tussen de belanghebbende Leden vastgestelde voorwaarden, schikkingen nemen, die het aan de werknemers, staatsaanhoorigen van een dezer Leden en op het grongebied van een ander

arbeidende, mogelijk zullen maken verzekeringsvergoedingen te ontvangen gelijk aan deze uitbetaald aan de werknemers, staatsaanhoorigen van dit tweede Lid.

ART. 4.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 5.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten toe te passen, onder het volgende voorbehoud :

- a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;
- b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk Lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 6.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 7.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn ; zij zal slechts die Leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal deze Overeenkomst, ten opzichte van elk ander Lid, in werking treden ten dage waarop de bekrachtiging van dit Lid zal geregistreerd zijn.

ART. 8.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen er van, uiterlijk den 1^o Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om de bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 9.

Elk Lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 10.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferente verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst, en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 11.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide als ambtelijke oorkonde aangemerkt worden.

ANNEXE AU N° 171

Projet de loi portant approbation des projets de Convention adoptés par la Conférence Internationale du Travail tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les projets de Convention adoptés par la Conférence internationale du Travail de Washington, ensuite signés à Paris, le 24 janvier 1921, concernant respectivement la limitation de la durée du travail des adultes à huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine, l'âge d'admission des enfants au travail industriel, le travail de nuit des enfants, le travail de nuit des femmes, le travail

BIJLAGE VAN N° 171

Wetsontwerp houdende goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie gehouden te Washington van 29 October tot 29 November 1919.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Hell.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De ontwerpen van Overeenkomst aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie van Washington vervolgens geteekend te Parijs den 24ⁿ Januari 1921, die onderscheidenlijk betrekking hebben op de beperking van den duur van den arbeid der volwassenden tot acht uren per dag en achten veertig uren per week, den ouderdom voor de aanneming der kinderen tot

des femmes avant et après leurs couches, le chômage et le placement sortiront leur plein et entier effet.

nijverheidsarbeid, den nachtarbeid van kinderen, den nachtarbeid van vrouwen, den arbeid van vrouwen voor en na het kraambed, de werkeloosheid en de plaatsing zullen hunne geheele en volle kracht hebben.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1921.

Gegeven te Brussel, den 1^o Maart 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

H. JASPAR.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.
